La diversité des exploitations professionnelles du type bovins-viande dans l'Union européenne

The diversity of the professional beef farms in the european union

Vincent Chatellier, Hervé Guyomard et Katell Le Bris

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2731>

DOI : 10.4000/economierurale.2731

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 2 août 2005

Pagination : 9-23

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Vincent Chatellier, Hervé Guyomard et Katell Le Bris, « La diversité des exploitations professionnelles du type bovins-viande dans l'Union européenne », *Économie rurale* [En ligne], 288 | Juillet-août 2005, mis en ligne le 05 juillet 2009, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2731> ; DOI : 10.4000/economierurale.2731

La diversité des exploitations professionnelles du type bovins-viande dans l'Union européenne

Vincent CHATELLIER • Institut national de la recherche agronomique, SAE2, Nantes

Hervé GUYOMARD, Katell LE BRIS • Institut national de la recherche agronomique, SAE2, Rennes

Introduction

L'Union européenne (UE-25) occupe, en 2004, le second rang mondial des producteurs de viande bovine derrière les États-Unis et devant le Brésil (Ofival, 2005), avec une production de 8,1 millions de tonnes en équivalent carcasse (TEC), dont seulement 600 000 TEC sont le fait des nouveaux États membres (NEM). Cette production de viande bovine provient pour environ 60 % d'animaux issus du troupeau laitier et pour 40 % d'animaux issus du troupeau allaitant (Institut de l'élevage, 2004). Le cheptel européen (UE-25) regroupe 23,4 millions de vaches laitières (dont 20 % dans les NEM) et 12,2 millions de vaches allaitantes (dont un peu moins de 3 % dans les NEM et 35 % en France). Au cours des dix dernières années, l'UE (à 12) a enregistré une baisse de sa production d'environ 15 %. L'augmentation du poids moyen de carcasse des animaux et le développement du troupeau de vaches allaitantes, principalement en Espagne (Institut de l'élevage, 2005), en France et en Irlande, n'ont, en effet, pas permis de contrebalancer l'impact négatif de la baisse importante du cheptel de vaches laitières et de jeunes bovins. Cette baisse, qui a été de l'ordre de 20 % sur la période, résulte d'une croissance du rendement laitier dans un contexte de contingentement de l'offre de lait (Chatellier *et al.*, 2003). Ainsi, la diminution de la production est d'abord liée aux pays à forte vocation laitière, tels

que l'Allemagne, les Pays-Bas et le Danemark. Avec une consommation de 18 kg de viande bovine par habitant et par an (contre 42 kg aux USA et 33 kg au Brésil), l'UE (à 25) est devenue déficitaire en viande bovine. Les exportations sur pays tiers (376 000 TEC en 2004) sont désormais inférieures aux importations (486 000 TEC).

La production de viande bovine résulte, d'une part d'exploitations productrices de lait pour lesquelles l'activité bovine n'est qu'un sous-produit de l'activité laitière (Guesdon *et al.*, 1995) et, d'autre part, d'exploitations de « bovins-viande » qui ne produisent pas de lait, mais ont parfois d'autres productions associées à l'activité bovine (grandes cultures, ovins, porcins, volailles, etc.). À l'échelle européenne, les exploitations productrices de lait regroupent les deux tiers du cheptel de bovins, une part de ce cheptel relevant cependant d'ateliers « bovins-viande » complémentaires à l'activité laitière (engraissement des veaux mâles nés sur l'exploitation). Le secteur bovins-viande recouvre, quant à lui, une grande hétérogénéité qui se manifeste au niveau des exploitations (spécialisées *versus* diversifiées, intensives *versus* extensives, etc.), des catégories animales (vaches allaitantes, veaux sous la mère, veaux de batterie, broutards, génisses, jeunes bovins, taureaux, bœufs, etc.) et des systèmes de production (types d'animaux, races, systèmes fourragers, etc.). Celle-ci résulte de l'adaptation des exploitations et des pro-

ductions au milieu naturel (potentialités agronomiques des sols, climat, altitude, topologie), de la transmission des savoir-faire locaux et de la prise en compte par les éleveurs des règles de la Politique agricole commune (PAC), en premier lieu celles régissant l'Organisation commune du marché (OCM) de la viande bovine (Guesdon *et al.*, 2001). L'hétérogénéité du secteur bovins-viande demeure toujours importante, malgré la modernisation des outils de production, l'amélioration des techniques et la forte restructuration des exploitations intervenue au cours des dernières décennies (Vidal, 2002).

Dans ce contexte, l'objet de cet article est d'illustrer, à partir d'un traitement des données du Réseau d'information comptable agricole (RICA) des quinze États membres de l'UE, la diversité des exploitations du type bovins-viande. Il s'attache, dans un premier temps, à rendre compte de la contribution de ces exploitations à l'agriculture des différents bassins de production européens. Il cherche, dans un second temps, à mettre en évidence les principaux traits des exploitations bovins-viande selon des grilles typologiques croisant plusieurs paramètres : les bassins de production, le taux de spécialisation pour l'activité bovine, la taille du cheptel de bovins et le système technique.

La définition d'une exploitation bovins-viande et des bassins de production

L'analyse des exploitations européennes (UE à 15) du type bovins-viande est conduite à partir des dernières données disponibles du RICA, enquête réalisée chaque année depuis maintenant plus de trente ans, de façon harmonisée, dans tous les États membres de l'UE. Cet outil statistique fournit des informations détaillées sur la structure, les résultats économiques et la situation financière des exploitations agricoles. Le RICA européen de l'exercice 2002 correspond à un échantillon d'un peu moins de

60 000 exploitations agricoles, sélectionnées sur la base d'une grille à trois entrées : la région administrative, l'Orientation technico-économique (OTEX) et la dimension économique mesurée par la Marge brute standard (MBS)¹. Si cet outil est globalement assez bien adapté pour mener des investigations dans le secteur européen de l'élevage bovin (Chantry, 2003), force est cependant d'intégrer le fait que le plan de sélection des exploitations italiennes ne semble pas, à ce jour, tenir suffisamment compte des très grands ateliers d'engraissement de jeunes bovins présents dans le Nord du pays. Ces ateliers s'apparentent, il est vrai, peu aux structures familiales traditionnelles (Institut de l'élevage, 2000). Pour chaque exploitation de l'échantillon est associé un coefficient de pondération permettant de représenter, *in fine*, un univers de 3,3 millions d'exploitations agricoles qualifiées de « professionnelles »². Ainsi, le RICA ne représente que 65 % de l'ensemble des exploitations agricoles identifiées dans l'Enquête structure, 85 % des emplois, 90 % de la superficie agricole utile (SAU) et 95 % de la MBS agrégée.

Comment définir une exploitation du type bovins-viande ? La réponse à cette question est d'autant plus délicate qu'elle influence la représentation qui est donnée du secteur considéré. Le choix privilégié ici

1. La MBS d'une exploitation correspond à une estimation de sa valeur ajoutée potentielle. Elle est déterminée en appliquant des coefficients, variables selon les régions, aux unités physiques de production, i.e., la superficie et le cheptel. Elle se mesure en Unités de dimension économique (UDE), 1 UDE valant 1 200 euros.

2. Les exploitations sont considérées comme professionnelles dès lors qu'elles emploient plus de 0,75 Unité de travail agricole (UTA) ou que leur MBS dépasse un seuil minimal, fixé par État membre. Ce seuil est de 1 UDE au Portugal, de 2 UDE en Espagne, en Grèce, en Irlande et en Italie, de 4 UDE en Irlande du Nord, de 8 UDE en Allemagne, en Autriche, au Danemark, en Finlande, en France, au Luxembourg, au Royaume-Uni et en Suède, de 12 UDE en Belgique, et de 16 UDE aux Pays-Bas.

consiste à retenir un champ assez large. Appartiennent au type bovins-viande, l'ensemble des exploitations des OTEX d'élevage³ ayant plus de cinq UGB herbivores, plus de trois UGB bovines et moins de trois vaches laitières. Parmi les 335 900 exploitations ainsi identifiées, seules celles ayant plus de 8 UDE sont conservées (soit 246 800 unités). L'introduction de ce seuil de dimension économique se justifie dans la mesure où les exigences minimales à l'entrée dans la base RICA diffèrent selon les pays. Dans le cas contraire, cela aurait conduit à donner une surreprésentation aux petites structures d'Irlande ou des pays du sud de l'UE. Cette définition des exploitations bovins-viande

conduit à exclure toutes les exploitations productrices de lait (y compris celles ayant un atelier de bovins-viande), ainsi que les exploitations des orientations « grandes cultures » ou « cultures spéciales ». En revanche, elle prend en compte toutes les autres exploitations d'élevage produisant de la viande bovine, y compris celles pour lesquelles l'activité bovine ne joue qu'un rôle économique secondaire (Chatellier *et al.*, 2000). Cette définition étant large, certaines analyses distinguent ensuite les unités dites « spécialisées » (celles pour lesquelles la production de viande bovine, hors primes animales, représente plus des deux tiers de la production agricole, hors aides directes) des unités dites « diversifiées » (celles pour lesquelles ce ratio est inférieur à 66 %). Les exploitations bovins-viande dites spécialisées relèvent pour 87 % de l'OTEX n° 42.

3. Partant de la nomenclature par OTEX en dix-sept postes, sont concernées les OTEX n°41, 42, 43, 44, 71, 72, 81 et 82.

Carte 1. Définition des 27 bassins de production dans l'Union européenne

Un découpage géographique de l'UE en 27 bassins de production est proposé « à dire d'experts » afin de rendre compte, dans certains pays, de situations régionales contrastées, tant sur le plan des structures existantes que sur celui des systèmes productifs mis en œuvre (carte 1). Le regroupement des 102 régions administratives de l'UE est réalisé de manière à respecter trois contraintes, i.e., l'unité nationale (à l'exception du regroupement de la Belgique et du Luxembourg, seules des régions appartenant à un même pays sont fusionnées), la continuité spatiale (seules des régions limitrophes sont regroupées) et la taille minimale de l'échantillon. Ne disposant pas de variables de localisation plus fine que la région administrative (département, petite région agricole, etc.), les bassins de production identifiés recouvrent, parfois, une assez grande hétérogénéité de systèmes productifs.

La contribution des exploitations bovins-viande à l'agriculture communautaire

Dans les réflexions portant sur les conditions de la mise en application de la réforme de la PAC de juin 2003, principalement celles relatives à l'intensité du découplage du paiement unique (Apc, 2004), il a souvent été fait référence au rôle important joué par les exploitations bovins-viande dans l'occupation du territoire européen. Partant du découpage géographique opéré, une analyse du poids de ces unités dans l'agriculture professionnelle est conduite pour les 27 bassins de production (tableau 1).

À l'échelle communautaire, les exploitations bovins-viande représentent 7 % de l'ensemble des exploitations agricoles professionnelles et des emplois (exprimés en Unités de travail agricole -UTA-), 18 % de la SAU et 35 % de la surface fourragère principale (SFP). Elles détiennent 28 % des UGB (Unités gros bétail) bovines, 70 % des vaches allaitantes, 46 % des bovins mâles de plus de deux ans et 45 % des bovins mâles

d'un à deux ans. Avec 7 % de la production agricole, 19 % des aides directes et 10 % des capitaux, elles assurent seulement 3 % de la valeur ajoutée brute et 9 % du résultat courant⁴ de la branche agricole.

Le exploitations bovins-viande assument collectivement une fonction territoriale importante, principalement dans le Massif central (Coper, 2001 ; Borzeix, 2002 ; Institut de l'élevage, 2002), le Sud-Ouest de la France, au nord du Royaume-Uni et en Irlande. Pour ces bassins, l'avenir de ces exploitations est un sujet d'autant préoccupant que les possibilités de substitution vers d'autres productions agricoles sont limitées par les conditions naturelles du milieu (relief, potentiel agronomique, climat). Les unités bovins-viande jouent également un rôle territorial conséquent dans le Centre du Royaume-Uni, dans le Sud-Ouest et le Centre de la France, en Belgique et au Portugal. Les unités bovins-viande regroupent, en revanche, moins de 5 % de la SAU dans l'Est de l'Allemagne, dans le Bassin parisien, en Grèce et dans le Nord de l'Italie (les grands élevages de jeunes bovins, qui sont mal représentés dans le RICA, correspondent à un mode très intensif d'utilisation du sol). De même, elles rassemblent moins de 20 % des UGB bovines dans plusieurs bassins spécialisés en production laitière (les quatre bassins allemands, l'Est de la France, le Nord de l'Espagne, l'Autriche, le Danemark, la Finlande et les Pays-Bas).

4. Les indicateurs économiques utilisés sont définis de la manière suivante :

Production agricole = ventes + stock de fin d'exercice – stock de début d'exercice + autoconsommation + intraconsommation.

Valeur ajoutée brute (VAB) = production agricole (nette des achats d'animaux) – consommations intermédiaires – fermages payés.

Excédent brut d'exploitation (EBE) = VAB + aides directes (ou subventions d'exploitation) – impôts et taxes + balance TVA (hors TVA sur investissements) – salaires et cotisations liés aux salariés. Résultat courant (RC) = EBE – dotations aux amortissements – intérêts payés + balance TVA sur investissements.

Tableau 1. Poids des exploitations bovins-viande dans les bassins de production européens
(Champ des exploitations professionnelles)

	Exploitations agricoles	Emplois agricoles	UGB bovines	Superficie agricole	Production agricole	Aides directes
Finlande	7 %	6 %	17 %	8 %	5 %	11 %
Suède	17 %	14 %	20 %	14 %	8 %	20 %
Autriche	7 %	6 %	11 %	7 %	6 %	10 %
Irlande	35 %	36 %	39 %	44 %	23 %	53 %
Royaume-Uni (total)	33 %	24 %	39 %	38 %	14 %	40 %
– Nord	47 %	44 %	48 %	55 %	31 %	64 %
– Centre	31 %	23 %	31 %	39 %	14 %	40 %
– Est	12 %	6 %	28 %	8 %	3 %	10 %
Danemark	8 %	5 %	11 %	6 %	3 %	11 %
Pays-Bas	10 %	4 %	14 %	6 %	2 %	16 %
Belgique + Lux.	18 %	15 %	30 %	23 %	10 %	38 %
Allemagne (total)	6 %	5 %	10 %	6 %	4 %	9 %
– Nord	6 %	5 %	9 %	6 %	6 %	11 %
– Est	6 %	3 %	8 %	3 %	1 %	4 %
– Ouest	6 %	5 %	14 %	8 %	5 %	13 %
– Bavière	5 %	4 %	8 %	6 %	5 %	11 %
France (total)	18 %	13 %	37 %	20 %	10 %	25 %
– Nord BP	3 %	2 %	6 %	2 %	1 %	3 %
– Centre	18 %	14 %	58 %	22 %	10 %	23 %
– Ouest	15 %	11 %	21 %	16 %	9 %	22 %
– Est	10 %	9 %	17 %	12 %	6 %	17 %
– Massif Central	55 %	51 %	66 %	59 %	45 %	66 %
– Sud Ouest	22 %	17 %	58 %	25 %	15 %	28 %
– Sud Est	8 %	5 %	36 %	17 %	5 %	20 %
Italie (total)	3 %	4 %	24 %	8 %	4 %	8 %
– Nord	3 %	4 %	21 %	5 %	5 %	9 %
– Autres	3 %	3 %	29 %	9 %	4 %	7 %
Espagne (total)	3 %	3 %	35 %	14 %	4 %	10 %
– Nord	6 %	7 %	15 %	14 %	5 %	22 %
– Autres	3 %	2 %	55 %	14 %	4 %	8 %
Portugal	3 %	4 %	26 %	22 %	6 %	19 %
Grèce	1 %	1 %	27 %	1 %	1 %	2 %
Union européenne	7 %	7 %	28 %	18 %	7 %	19 %

Sources : RICA UE 2002, Commission européenne DG AGRI-A3 / Traitement INRA-SAE2 Nantes

Dans de nombreux bassins de production, la contribution des exploitations bovins-viande au nombre total d'exploitations agricoles est supérieure à leur contribution aux emplois agricoles et à la production agricole (exprimée en valeur). Cette contribution moins que proportionnelle est liée à la plus faible dimension des unités de production, au mode d'organisation du travail (le recours aux formes sociétaires et au salariat est moins

développé dans ce type que dans d'autres où le travail est plus astreignant ou plus sujet à des contraintes momentanées fortes : période de récolte), mais également aux effets des réformes successives de la PAC. En effet, la baisse du prix de la viande bovine a entraîné une chute de la valeur de la production et de la valeur ajoutée brute (les paiements compensatoires n'étant pas intégrés dans le calcul de ces indicateurs). Les

exploitations bovins-viande perçoivent, dans la grande majorité des bassins, un montant d'aides directes supérieur à la moyenne (calculée toutes OTEX confondues).

Les exploitations bovins-viande dans les différents bassins de production

Les 246 800 exploitations européennes professionnelles du type bovins-viande comptent, en moyenne, 1,42 UTA, dont 9 % seulement correspondent à de la main-d'œuvre salariée. Sur une superficie agricole de 82 hectares (dont 85 % de SFP), elles détiennent 61 UGB bovines (dont 32 vaches allaitantes) et 14 UGB ovines et caprines. Elles sont nettement plus extensives que les unités productrices de lait (leur chargement moyen est de 1,08 UGB herbivore par hectare de SFP), moyennant cependant d'importantes variations selon les systèmes productifs. Avec une production agricole qui s'élève à 58 000 euros (dont 49 % relèvent de la vente de viande bovine) et un ratio « valeur ajoutée / production » de seulement 16 %, elles dégagent un EBE de 35 100 euros et un résultat courant par UTA familial de 16 900 euros. Elles perçoivent, en moyenne, 28 600 euros d'aides directes, soit 20 100 euros par UTA ou 348 euros par hectare de SAU. Ces aides directes représentent 49 % de la valeur de la production et 131 % du résultat courant avant impôt. Cette dépendance du revenu à l'égard des aides directes a fortement progressé à la suite de la revalorisation des primes animales (au titre des réformes de 1992 et 1999) et de la montée en puissance des paiements octroyés au titre du développement rural (Mesures agri-environnementales – MAE –, Indemnités compensatoires de handicaps naturels – ICHN – et, en France, Contrats d'agriculture durable – CAD). En ayant un chiffre d'affaires inférieur aux coûts de production totaux, les exploitations bovins-viande sont donc potentiellement très sensibles aux changements susceptibles d'intervenir dans le mode de

répartition des soutiens directs et, demain, du paiement unique.

Sur la base des valeurs moyennes calculées par bassin de production, des différences substantielles apparaissent en termes de taille des unités, de degré de spécialisation en production bovine, de niveau d'intensification des superficies fourragères, de taux de dépendance à l'égard des aides directes et, finalement, de résultats économiques et financiers (tableau 2).

La SAU moyenne par exploitation varie de 13 hectares en Grèce à 200 hectares dans l'ex-Allemagne de l'Est. À l'exception de cette région assez particulière sur le plan des structures, c'est dans les régions du Royaume-Uni que les unités sont les plus grandes (158 hectares en moyenne avec en outre une relative homogénéité entre régions). La variabilité entre régions est nettement plus importante en France (de 60 hectares dans l'Ouest à 122 hectares dans le Centre) et en Espagne (de 39 hectares dans le Nord à 157 hectares pour l'ensemble des autres régions). Il n'y a pas proportionnalité entre la surface et la taille du cheptel. La SAU moyenne des exploitations bovins-viande du Nord du Royaume-Uni est de 171 hectares, celle des unités du Massif central de 82 hectares. Mais alors que les premières ont en moyenne 73 UGB bovines, les secondes détiennent en moyenne 78 UGB bovines. Les structures de production sont plus petites en Irlande (51 hectares de SAU et 45 UGB bovines), et ce malgré la prise en compte d'un seuil d'entrée commun à 8 UDE (voir section 1).

Le mode d'utilisation du foncier varie également beaucoup d'une région à l'autre, en fonction principalement du potentiel agronomique des sols et des conditions climatiques. Le poids de la surface fourragère dans la SAU est nettement plus élevé (supérieur à 90 %) dans les bassins herbagers de l'Irlande, du nord du Royaume-Uni et du Massif central que dans les bassins traditionnels de grandes cultures, *i.e.*, le nord de la France et le Bassin parisien,

Tableau 2. Caractéristiques structurelles et résultats économiques des exploitations bovins-viande
(Pour les 27 bassins de production (résultats moyens par exploitation))

	Nombre exploit. bovins- viande	Superficie agricole utile (ha)	Surface fourragère /SAU (%)	UGB bovines	UGB herbivores / ha de SFP	Product. agricole (€)	VAB / Product. agricole (%)	Viande bovine /Product. agricole (%)	Aides directes /Product. agricole (%)	Résultat courant / UTA familiale (€)
Finlande	003 400	50	55	38	1,41	40 400	- 27	59	145	17 800
Suède	6 500	60	78	34	0,74	40 300	- 2	40	71	5 200
Autriche	5 800	27	61	22	1,37	43 300	39	30	55	18 100
Irlande	41 800	51	96	45	1,15	22 200	3	64	90	13 100
Roy.-Uni (total)	40 300	158	95	75	0,86	65 000	0	47	67	16 800
- Nord	22 800	171	97	73	0,77	56 400	- 5	51	77	15 000
- Centre	14 200	150	92	75	0,98	77 800	5	41	59	19 900
- Est	3 400	96	88	81	1,30	69 100	4	51	55	16 200
Danemark	3 700	42	48	39	1,93	59 900	- 6	30	47	ns
Pays-Bas	8 000	18	92	55	3,44	63 700	36	14	14	8 700
Belgique + Lux.	7 400	51	76	89	2,30	81 000	22	61	36	21 300
Allemagne (total)	13 400	64	61	67	1,74	106 600	4	35	35	8 000
- Nord	3 500	58	56	62	1,94	134 000	4	24	24	7 500
- Est	900	200	77	161	1,07	116 800	- 3	43	75	8 000
- Ouest	5 500	56	62	61	1,79	97 900	3	37	35	8 100
- Bavière	3 500	50	51	59	2,38	90 700	9	46	39	8 500
France (total)	68 500	81	81	75	1,22	67 800	17	56	47	18 300
- Nord BP	1 100	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns
- Centre	10 200	122	76	103	1,17	81 800	14	64	55	24 100
- Ouest	13 100	60	74	77	1,76	79 800	17	48	33	17 700
- Est	2 400	106	67	92	1,32	71 100	10	58	61	16 600
- M. central	15 900	82	90	78	1,11	53 700	16	75	63	18 900
- Sud Ouest	19 900	67	79	58	1,28	67 400	19	45	42	16 500
- Sud Est	5 800	91	93	61	0,78	56 100	17	51	51	16 500
Italie (total)	19 400	40	79	49	1,71	73 200	40	50	19	21 700
- Nord	8 000	30	64	78	4,14	110 000	36	59	15	23 700
- Autres	11 400	48	86	28	0,93	47 600	46	35	26	20 000
Espagne (total)	19 800	127	90	55	0,58	50 300	42	57	39	26 400
- Nord	5 000	39	96	44	1,25	31 200	33	67	46	13 800
- Autres	14 800	157	90	58	0,52	56 800	44	55	37	31 300
Portugal	6 000	118	34	39	1,28	34 900	29	48	58	17 600
Grèce	2 700	13	ns	24	ns	32 200	36	26	48	13 900
Union européenne	246 800	82	85	61	1,08	58 000	16	49	49	16 900

Sources : RICA UE 2002, Commission européenne DG AGRI-A3 / Traitement INRA-SAE2 Nantes

le Danemark et l'est du Royaume-Uni. En outre, la part du maïs fourrage dans la SFP, faible au niveau communautaire (3 %), est très élevée dans certains bassins (28 % en Allemagne, 18 % aux Pays-Bas, 16 % dans le Nord de l'Italie et 12 % dans l'Ouest de la France). Le contraste est important avec l'Irlande et les diverses régions du Royaume-Uni où la part du maïs fourrage dans la SFP est nulle ou quasi nulle. Le niveau de chargement (nombre d'UGB herbivores par hectare de SFP), indicateur qui dépend des systèmes techniques adoptés, des disponibilités en terres, des cultures fourragères privilégiées et des rendements obtenus, est supérieur à 2 dans quatre bassins de production, *i.e.*, l'Italie du Nord, les Pays-Bas, la Bavière et la Belgique. Il est inférieur à 1,3 dans douze bassins de production, dont l'Irlande, le Massif central et les deux bassins britanniques du Nord et du Centre. Ces écarts importants de chargement entre zones géographiques illustrent bien l'intérêt de laisser des marges de manœuvre aux États membres dans l'application de la conditionnalité environnementale des soutiens publics (comme cela est prévu dans le cadre de la réforme de la PAC de juin 2003).

Les résultats économiques et financiers varient entre régions en fonction de la taille de l'outil de production, du taux de spécialisation en production bovine, de l'efficacité économique (mesurée par le ratio valeur ajoutée brute/production agricole), du montant des aides directes et du taux d'endettement (mesuré par le ratio des dettes au total du bilan).

Le taux de spécialisation en production bovine des exploitations bovins-viande varie dans une fourchette allant de seulement 14 % aux Pays-Bas à 75 % dans le Massif central. Ce taux dépend d'abord des possibilités de diversification vers d'autres productions plus rémunératrices et/ou moins intensives en travail. Les possibilités de diversification sont également dictées par les conditions naturelles (climat,

nature des sols, etc.) et les instruments de politique agricole (impossibilité de passer à la production laitière sans droit à produire). Elles dépendent aussi de l'organisation du travail au sein des exploitations. Quand ces dernières ont recours au salariat et/ou sont organisées sous une forme sociétaire, l'atelier de bovins-viande est alors très souvent couplé à d'autres productions agricoles. Cette situation est fréquente dans l'ex Allemagne de l'Est (salariat important) et dans l'ouest de la France (agriculture sociétaire importante).

L'efficacité économique est généralement plus élevée dans les bassins de production du sud de l'UE (42 % en Espagne et 40 % en Italie) que dans ceux du nord, où elle est même parfois négative (Finlande, Suède, nord du Royaume-Uni, Danemark et est de l'Allemagne). Le prix de la viande bovine payé au producteur – prix variable en fonction des types d'animaux produits, des démarcations de qualité, du débouché commercial privilégié, du dynamisme des filières locales de transformation – a naturellement un impact direct sur l'efficacité économique. D'autres paramètres jouent également un rôle non négligeable : le potentiel génétique des animaux (indice de consommation, gain moyen quotidien, rendement de carcasse), la compétence technique de l'éleveur (maîtrise des dépenses vétérinaires et des charges de mécanisation), le degré d'autonomie du système alimentaire (poids des achats d'aliments concentrés), l'efficacité dans l'utilisation des intrants (adéquation entre les apports et les besoins réels des animaux et des plantes), le potentiel agronomique des sols (pour des charges identiques, le rendement végétal varie d'une exploitation à l'autre), etc.

Le montant des aides directes représente plus de la moitié de la valeur de la production agricole dans treize bassins de production. Leur montant augmente avec :

- (i) le taux de spécialisation de l'exploitation en produits agricoles bénéficiant de

paiements compensatoires végétaux et animaux (Butault, 2004),

- (ii) la position de l'exploitation vis-à-vis des seuils conditionnant le versement des primes végétales et animales, et
- (iii) l'importance des aides additionnelles allouées par les pays et/ou les régions (de manière générale, le poids des aides directes est plus important dans les pays du nord de l'UE que dans ceux du Sud). Par ailleurs, le montant des primes bovines étant déterminé à la tête de bétail indépendamment du poids de carcasse des animaux, les exploitations ont un ratio primes animales/chiffre d'affaires d'autant plus élevé que les animaux commercialisés sont légers.

Le taux d'endettement des exploitations bovins-viande (13 % en moyenne européenne) est faible par rapport à celui des autres exploitations spécialisées d'élevage (lait, porcs, volailles). La production de viande bovine ne se traduit généralement pas par des investissements très importants (à l'exception du cheptel) et le coût du foncier est souvent moins élevé à l'hectare (cette production se rencontre plus souvent dans des zones à faible densité de population). En outre, les exploitants bovins-viande ne doivent pas financer l'acquisition de droits à produire comme cela est très souvent le cas en production laitière (officiellement s'il existe un marché des droits, officieusement et/ou indirectement s'il n'en n'existe pas). Inférieur à 5 % dans la plupart des bassins de production du sud de l'UE et en Irlande, le taux d'endettement est supérieur à 30 % dans six bassins de production seulement (dont quatre bassins français).

Au total, toutes ces différences se traduisent par une très forte hétérogénéité du résultat courant par actif familial. Les exploitations bovins-viande du sud de l'Espagne, du nord de l'Italie, de la Belgique et du centre de la France se distinguent par un résultat courant par emploi familial

supérieur à 20 000 euros. Il est en moyenne inférieur à 15 000 euros dans près de la moitié des bassins de production (ces montants étant calculés sur une seule année, les hiérarchies sont susceptibles de fluctuer en analyses pluriannuelles). La situation dégradée des exploitations britanniques s'explique, pour une large part, par la situation spécifique de ce pays relativement à la crise de l'ESB. À l'échelle de l'UE, 34 % des exploitations bovins-viande bénéficient d'un résultat courant par UTA familial supérieur à 20 000 euros. Il est inférieur à 10 000 euros pour 37 % d'entre elles.

Une diversité de types en fonction du système d'élevage de la spécialisation et de la taille

La diversité des exploitations européennes du type bovins-viande ne se limite pas, bien entendu, aux seuls écarts régionaux mis en évidence précédemment. Elle s'exprime, au sein de chaque bassin de production, au travers de nombreux paramètres tels que le taux de spécialisation pour l'activité bovine, le système d'élevage (poids relatif des différentes catégories animales), la taille du cheptel, le système fourrager (part des prairies permanentes et du maïs fourrage dans l'assolement), le mode d'alimentation des animaux (pâturage, alimentation distribuée en stabulation), le niveau d'intensification des superficies fourragères (chargement herbivore par hectare, intrants par hectare), etc. Pour essayer de rendre compte de cette hétérogénéité à l'intérieur d'un même bassin, les exploitations bovins-viande sont réparties en deux classes de spécialisation (spécialisées : plus de 66 % de production bovine – hors primes animales – dans la production agricole totale ; diversifiées : moins 66 %), quatre classes de taille (moins de 25 UGB bovines, entre 25 et 50, entre 50 et 100 et plus de 100 UGB bovines) et quatre systèmes d'élevage (encadré 1).

Encadré 1. Définition de quatre systèmes d'élevage parmi les exploitations bovins-viande

Bovins-viande – Engraisseur	UGB ovines et caprines / UGB herbivores < 0,2 et UGB vaches allaitantes < 3
Bovins-viande – Allaitant – Naisseur	UGB ovines et caprines / UGB herbivores < 0,2 et UGB vaches allaitantes > = 3 et UGB bovins mâles de plus d'1 an / UGB vaches allaitantes < 0,25
Bovins-viande – Allaitant – Naisseur – Engraisseur	UGB ovines et caprines / UGB herbivores < 0,2 et UGB vaches allaitantes > = 3 et UGB bovins mâles de plus d'1 an / UGB vaches allaitantes > = 0,25
Bovins-viande – Ovins, caprins	UGB ovines et caprines / UGB herbivores ≥ 0,2

À l'échelle communautaire, 22 % des exploitations bovins-viande ont moins de 25 UGB bovines (pour 6 % du cheptel d'UGB bovines) et 15 % plus de 100 UGB bovines (pour 40 % du cheptel). Par ailleurs, 42 % seulement des exploitations sont spécialisées. Les exploitations bovins-viande spécialisées ayant un cheptel supérieur à 100 UGB bovines, structures dont le poids est très largement majoritaire dans la plupart des États concurrents du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay) représentent seulement 9 % des unités et 23 % du cheptel (tableau 3). D'après les clés de segmentation utilisées ici, les exploitations du type bovins-viande se répartissent pour

14 % dans le système « engraisseur », 43 % dans le système « allaitant – naisseur », 17 % dans le système « allaitant – naisseur engraisseur » et 26 % dans le système « bovins-viande, ovins-caprins ».

Les 105 100 exploitations spécialisées sont concentrées pour près de 80 % dans quatre pays seulement : la France (37 %), l'Irlande (24 %), le Royaume-Uni (12 %) et l'Espagne (9 %). Elles mobilisent, en moyenne communautaire, 1,32 UTA pour 73 hectares et 75 UGB bovines (tableau 4). Avec une production agricole de 45 900 euros, elles dégagent un résultat courant de 21 600 euros, montant inférieur aux aides directes perçues (29 900 euros, *i.e.*, 138 % du résultat courant). La répartition de ces

Tableau 3. Répartition des exploitations bovins-viande et des UGB bovines (en % - UE à 15)

(selon le taux de spécialisation en production de viande bovine, la taille du cheptel et le système d'élevage)

	Spécialisées					Diversifiées					Total
	Moins de 25 UGB	De 25 à 50 UGB	De 50 à 100 UGB	Plus de 100 UGB	Total	Moins de 25 UGB	De 25 à 50 UGB	De 50 à 100 UGB	Plus de 100 UGB	Total	
Répartition des exploitations bovins-viande (en % du total)											
Engraisseur	0,5	1,4	1,8	1,2	4,8	3,3	2,9	1,6	1,2	9,1	13,9
Allaitant – Naisseur	1,3	9,1	10,5	4,7	25,6	5,3	5,9	4,5	1,8	17,5	43,1
Allaitant – Naisseur											
N. Engraisseur	0,3	3,4	3,9	2,3	9,9	1,1	2,0	2,6	1,3	7,0	16,9
BV – Ovins, caprins	0,3	0,9	0,6	0,4	2,3	10,6	6,6	4,3	2,4	23,8	26,1
Ensemble	2,4	14,8	16,8	8,6	42,6	20,3	17,4	13,0	6,7	57,4	100,0
Répartition des UGB bovines (en du total)											
Engraisseur	0,1	0,9	2,1	3,6	6,8	0,8	1,6	1,9	3,5	7,8	14,6
Allaitant – Naisseur	0,4	5,6	12,3	12,0	30,3	1,6	3,5	5,3	4,4	14,7	45,0
Allaitant – Naisseur											
Engraisseur	0,1	2,0	4,5	6,2	12,9	0,3	1,2	3,0	3,4	7,9	20,7
BV – Ovins, caprins	0,1	0,6	0,8	1,1	2,6	2,4	3,8	5,0	5,8	17,1	19,6
Ensemble	0,8	9,1	19,7	23,0	52,6	5,0	10,1	15,2	17,0	47,4	100,0

Sources : RICA UE 2002, Commission européenne DG AGRI-A3 / Traitement INRA-SAE2 Nantes

exploitations en classes de taille permet de rappeler l'impact déterminant de la dimension de l'outil de production sur le montant alloué d'aides directes et sur le résultat courant dégagé (Vessey *et al.*, 2004). Ainsi, les exploitations spécialisées de très petite taille dégagent un résultat courant par UTA familial cinq fois plus faible que celui des unités de grande taille.

identique, grâce aux paiements compensatoires alloués au titre des superficies de grandes cultures. Si la production agricole totale des exploitations diversifiées est 1,5 fois plus importante que celle des unités spécialisées, cet écart est annulé au niveau du résultat courant par actif familial. Ceci s'explique principalement par une mobilisation plus importante de main d'œuvre

Tableau 4. Caractéristiques structurelles et résultats économiques des exploitations bovins-viande (selon le taux de spécialisation en production de viande bovine et la taille du cheptel)

	Spécialisées					Diversifiées					Total
	Moins de 25 UGB	De 25 à 50 UGB	De 50 à 100 UGB	Plus de 100 UGB	Total	Moins de 25 UGB	De 25 à 50 UGB	De 50 à 100 UGB	Plus de 100 UGB	Total	
Nombre d'exploitations	6 000	36 500	41 400	21 200	105 100	50 200	42 900	32 200	16 500	141 700	246 800
Unité de travail agricole UTA salariées / UTA totales (%)	0,97	1,14	1,25	1,86	1,32	1,30	1,35	1,60	2,23	1,49	1,42
SAU (ha)	39	41	73	138	73	43	68	111	241	89	82
SFP / SAU (%)	88	92	91	88	90	78	82	80	83	81	85
Maïs fourrage / SFP (%)	1	1	3	5	3	2	3	3	2	3	3
UGB bovines	20	37	71	162	75	15	35	71	155	50	61
UGB herbivores / SFP	0,63	1,02	1,11	1,40	1,18	0,89	0,95	1,08	1,04	1,00	1,08
Production agricole (€)	14 500	20 000	42 000	106 900	45 900	41 300	49 700	86 300	152 600	67 000	58 000
– Viande bovine (%)	76	86	86	85	85	16	30	35	41	31	49
VAB / Prod. agricole (%)	– 6	6	12	13	12	25	16	16	18	18	16
R. courant / UTAF (€)	5 400	10 200	18 100	27 900	17 600	10 700	13 200	18 700	32 400	16 400	16 900
Aides directes (€)	12 600	16 500	28 600	60 200	29 900	13 500	22 300	35 900	67 900	27 600	28 500
– soit par UTA (€)	13 000	14 400	22 900	32 400	22 600	10 400	16 500	22 500	30 500	18 500	20 100
– soit par ha de SAU (€)	321	397	392	437	408	314	327	324	282	310	347
– soit en % du R. courant	248	145	131	138	138	102	132	138	128	126	131
Actif du bilan (€)	179 600	287 200	355 500	731 900	397 700	319 700	407 600	556 300	857 400	462 500	434 900
Taux d'endettement (%)	10	6	12	16	12	10	11	16	18	13	13

Sources : RICA UE 2002, Commission européenne DG AGRI-A3 / Traitement INRA-SAE2 Nantes

Les 141 700 exploitations diversifiées sont géographiquement moins concentrées. Elles se retrouvent principalement en France (20 % de l'effectif communautaire), au Royaume-Uni (19 %), en Italie (12 %), en Irlande (11 %) et en Espagne (8 %). Elles mobilisent, en moyenne communautaire, 1,49 UTA pour 89 hectares et 50 UGB bovines. Bien qu'elles disposent d'un cheptel de taille plus modeste que celui des unités spécialisées, elles bénéficient d'un montant moyen d'aides directes

et un taux d'endettement plus élevé. La répartition des exploitations diversifiées en quatre classes de taille permet de retrouver un résultat déjà identifié pour les unités spécialisées, *i.e.*, la croissance du résultat courant par actif familial en fonction de l'importance du cheptel.

La caractérisation des exploitations européennes du type bovins-viande peut également être réalisée en croisant le taux de spécialisation pour l'activité viande bovine et le système d'élevage (tableaux 5 et 6).

Tableau 5. Caractéristiques structurelles et résultats économiques des exploitations bovins-viande (selon le taux de spécialisation en production de viande bovine et le système d'élevage)

	Spécialisées				Diversifiées			
	BV Engrais.	BV Allaitant Naisseur	BV Allaitant N-Engrais.	BV Ovins, caprins	BV Engrais.	BV Allaitant Naisseur	BV Allaitant N-Engrais.	BV Ovins, caprins
Nombre d'exploitations	11 900	63 100	24 400	5 600	22 400	43 200	17 300	58 800
Unité de travail agricole UTA salariées / UTA totales (%)	1,35 9	1,30 5	1,31 7	1,55 12	1,44 7	1,43 10	1,57 10	1,54 12
SAU (ha)	45	77	65	131	37	67	70	131
SFP / SAU (%)	78	91	91	93	49	71	70	90
Maïs fourrage / SFP (%)	18	2	4	1	31	3	6	1
UGB bovines	85	72	79	69	52	51	68	43
UGB herbivores / SFP	2,43	1,05	1,37	0,85	2,87	1,09	1,43	0,82
Production agricole (€)	83 000	41 100	41 100	41 800	87 500	65 300	78 000	57 200
– Viande bovine (%)	84	87	85	75	23	35	39	30
VAB / Prod. agricole (%)	11	15	5	2	21	20	15	17
R. courant / UTAF (€)	20 700	17 800	15 900	16 300	13 900	15 100	14 600	18 900
Aides directes (€)	35 800	28 200	30 200	34 400	23 500	23 800	31 000	30 900
– soit par UTA (€)	26 500	21 700	23 000	22 200	16 300	16 700	19 800	20 000
– soit par ha de SAU (€)	793	368	466	264	630	357	440	236
– soit en % du R. courant	140	130	156	156	126	124	151	122
Actif du bilan (€)	646 900	315 900	461 000	514 200	551 000	332 800	493 900	514 900
Taux d'endettement (%)	10	16	9	6	18	20	17	7

Sources : RICA UE 2002, Commission européenne DG AGRI-A3 / Traitement INRA-SAE2 Nantes

Parmi les exploitations spécialisées, les 11 900 unités du système « engraisseur » se retrouvent pour 24 % en Irlande, 19 % en Allemagne et 12 % en Italie du Nord (compte tenu des réserves formulées sur le plan de sélection des exploitations du RICA en Italie, ce taux est très vraisemblablement inférieur à la réalité). Ces unités se distinguent principalement par une forte productivité du travail (cheptel ou production agricole par UTA), un niveau élevé d'intensification des superficies fourragères et une part importante de maïs fourrage dans la surface fourragère. Les 63 100 exploitations du système « allaitant – naisseur » sont localisées pour 50 % en France, 17 % en Irlande et 13 % en Espagne. Ces exploitations qui regroupent, en moyenne communautaire, 77 hectares et 72 UGB bovines se singularisent par une faible intensification et un montant plutôt modeste de l'actif du bilan. Les 24 400 exploitations du système « allaitant – naisseur – engrais-

seur » proviennent pour 41 % de l'Irlande et 27 % de la France. Avec une production agricole limitée et une faible efficacité économique (le ratio valeur ajoutée brute/production agricole s'élève à seulement 5 %), ces exploitations dégagent, en moyenne communautaire, un résultat courant par UTA familiale de 15 900 euros. Les 5 600 exploitations du système « bovins-viande, ovins-caprins » sont localisées pour 39 % en Irlande et 39 % au Royaume-Uni. De grande taille et fortement dépendantes des aides directes, ces exploitations ont un ratio d'efficacité économique particulièrement faible.

Au sein des exploitations diversifiées, 22 400 unités relèvent du système « engraisseur ». Assez fréquentes en Allemagne (30 % de l'effectif européen et 51 % des exploitations bovins-viande du pays), ces exploitations sont, en revanche, proportionnellement peu nombreuses (moins de 2 % des exploitations bovins-viande) en

Tableau 6. Nombre d'exploitations bovins-viande
(selon le taux de spécialisation en production de viande bovine et le système d'élevage)

	Spécialisées				Diversifiées				Total
	BV Engrais.	BV Allaitant Naisseur	BV Allaitant N-Engrais.	BV Ovins, caprins	BV Engrais.	BV Allaitant Naisseur	BV Allaitant N-Engrais.	BV Ovins, caprins	
Finlande	1 200	300	200	0	1 100	400	300	0	3 400
Suède	200	1 200	400	0	1 200	2 200	1 000	300	6 500
Autriche	300	100	0	0	2 400	2 100	800	200	5 800
Irlande	2 800	10 400	10 200	2 200	900	500	1 700	13 100	41 800
Roy.-Uni (total)	1 300	4 100	5 200	2 200	1 000	900	2 600	23 000	40 300
– Nord	700	3 100	3 500	1 800	500	300	1 200	11 700	22 800
– Centre	400	600	1 100	400	300	500	1 100	9 900	14 200
– Est	100	400	700	0	200	100	400	1 500	3 400
Danemark	300	600	0	0	500	1 900	500	0	3 700
Pays-Bas	500	400	0	0	2 900	1 200	400	2 700	8 000
Belgique + Lux.	100	3 600	600	0	100	1 900	1 100	0	7 400
Allemagne (total)	2 300	500	400	0	6 800	1 600	1 600	100	13 400
– Nord	600	0	0	0	2 500	200	200	0	3 500
– Est	0	300	0	0	0	400	100	0	900
– Ouest	900	100	200	0	2 700	800	700	0	5 500
– Bavière	800	100	200	0	1 600	200	600	100	3 500
France (total)	300	31 600	6 600	500	1 300	15 800	4 600	7 800	68 500
– Nord BP	0	400	0	0	0	200	500	0	1 100
– Centre	0	5 600	700	100	100	2 100	900	700	10 200
– Ouest	100	4 500	2 500	100	1 100	3 100	1 400	300	13 100
– Est	0	1 000	100	0	0	900	400	0	2 400
– M. central	0	11 000	1 600	100	0	1 800	200	1 300	15 900
– Sud Ouest	0	6 600	1 600	100	0	6 600	500	4 500	19 900
– Sud Est	200	2 600	100	0	100	1 200	700	1 000	5 800
Italie (total)	1 600	600	400	0	2 900	6 400	2 600	4 800	19 400
– Nord	1 400	200	200	0	2 700	2 100	1 100	200	8 000
– Autres	200	400	200	0	300	4 400	1 400	4 600	11 400
Espagne (total)	500	8 000	200	500	400	6 000	0	4 100	19 800
– Nord	0	2 800	100	0	0	1 700	0	400	5 000
– Autres	500	5 200	200	500	400	4 300	0	3 700	14 800
Portugal	400	1 200	100	200	900	1 900	100	1 200	6 000
Grèce	200	400	100	0	0	600	100	1 500	2 700
Union européenne	11 900	63 100	24 400	5 600	22 400	43 200	17 300	58 800	246 800

Sources : RICA UE 2002, Commission européenne DG AGRI-A3 / Traitement INRA-SAE2 Nantes

Irlande, en France et en Espagne. Très faiblement spécialisées en viande bovine (23 % de la production agricole), ces exploitations intensives ont une valeur comptable de bilan conséquente. Les 43 200 exploitations du système « allaitant-naisseur » sont localisées pour 36 % en France, 15 % en Italie et 14 % en Espagne. Avec en moyenne 67 hectares (dont un cinquième de grandes cultures) et 51 UGB bovines, elles sont assez exten-

sives. Les 17 300 exploitations du système « allaitant - naisseur-engraisseur » proviennent principalement de la France (26 % de l'effectif), de l'Italie (15 %) et du Royaume-Uni (15 %). Malgré une production agricole importante et un montant élevé d'aides directes, ces exploitations dégagent un résultat courant par emploi familial proche de celui des autres systèmes étudiés. Les 58 800 exploitations du système

« bovins-viande, ovins-caprins » se rencontrent surtout au Royaume-Uni (39 % de l'effectif européen ou 57 % des unités bovins-viande du pays). Très extensives, ces exploitations de grande taille sont économiquement peu efficaces et fortement dépendantes des soutiens publics directs.

Conclusion

La production communautaire de viande bovine provient, contrairement à ce qui est observé dans de nombreux autres grands pays producteurs (tels que les États-Unis ou le Brésil), pour une large part du troupeau laitier. L'analyse des principales caractéristiques structurelles et économiques des exploitations européennes du type bovins-viande, distribuées selon les bassins de production, le taux de spécialisation en viande bovine, le système d'élevage et la taille du cheptel, a permis de rappeler (tout en le démontrant) l'existence d'une forte hétérogénéité de situations.

Les exploitations professionnelles du type bovins-viande, qui occupent 18 % de la SAU communautaire, jouent un rôle territorial très important dans le Massif central, dans le Sud-Ouest de la France, au nord du Royaume-Uni, en Irlande et en Belgique. Dans ces zones, le maintien de cette activité semble d'autant plus crucial que la densité de population est souvent faible, que les opportunités offertes en matière de réorientation des productions agricoles sont limitées par les conditions du milieu naturel et que les mécanismes à l'œuvre en politique agricole limitent les ré-allocations. Les exploitations bovins-viande jouent, en revanche, un rôle modeste dans les pays du Nord à forte vocation laitière et dans ceux du Sud, à l'exception de la contribution d'abord économique des unités d'engraissement de grande taille du Nord de l'Italie. Ces différences régionales sont à l'origine d'un débat souvent controversé entre États membres sur l'éventuelle nécessité, dans un contexte déficitaire, d'œuvrer dans le sens d'une relance de l'offre com-

munaire de viande bovine : celle-ci impliquerait vraisemblablement une augmentation des plafonds de droits à primes, démarche qui deviendrait contraire à la volonté de plusieurs États de limiter les dépenses de la PAC au titre des perspectives financières de l'UE pour la période 2007-2013. Ces différences expliquent aussi, pour partie, le positionnement des États quant aux modalités retenues dans la mise en œuvre de la réforme de la PAC de juin 2003.

À l'échelle communautaire, près de quatre exploitations sur dix sont spécialisées. Malgré la forte restructuration intervenue au cours des dernières décennies, les unités de grande taille (plus de 100 UGB herbivores) sont encore peu nombreuses (15 % des effectifs) bien qu'elles détiennent déjà près de 40 % du cheptel. Si les exploitations bovins-viande assurent, en moyenne communautaire, une moins bonne rémunération de la main d'œuvre familiale que celle d'autres productions (grandes cultures, viticulture, etc.), force est cependant de prendre acte de l'existence d'une grande amplitude de revenus en fonction de la taille du cheptel, de l'efficacité économique du système de production et/ou du taux d'endettement de l'entreprise. Les exploitations bovins-viande, qui sont aujourd'hui très dépendantes des aides directes, sont particulièrement concernées par les nouveaux mécanismes de soutien introduits au titre de la réforme de la PAC (Conseil européen, 2003 ; Chatellier, 2004 ; Institut de l'élevage ; 2003 ; Ridier, 2004). Compte tenu du renforcement de la subsidiarité, la dynamique future des exploitations dépendra, en partie, des options nationales prises dans l'application du découplage. Ces décisions concernent l'intensité du découplage (découplage partiel en France et en Espagne *versus* découplage total en Irlande, Angleterre, Allemagne, etc.) ; le mode de fixation du paiement unique (références historiques individuelles de droits à paiements en France, régionalisation du dispositif en Allemagne et au Royaume-Uni) ; l'application ou non de l'article 69 du règlement communautaire n°1782 qui permet de

prélever jusqu'à 10 % du montant du paiement unique pour l'affecter de manière ciblée à certaines actions (environnement, qualité des produits) ; les règles fixées quant au respect des bonnes conditions agricoles et environnementales.

Les exploitations européennes du type bovins-viande pourraient bénéficier, dans les années à venir, d'un marché porteur. La baisse attendue du cheptel de vaches laitières (environ 2 millions de têtes entre 2005 et 2012 pour l'UE à 25) devrait, en effet, entraîner une diminution de l'offre de viande bovine en provenance des exploitations laitières (Commission européenne, 2005), ouvrant

ainsi de nouvelles opportunités aux unités bovins-viande. Une telle hypothèse, qui s'inscrit dans un contexte où le découplage est théoriquement supposé conduire à une légère diminution de l'offre de viande bovine (Barkaoui et Butault, 2004 ; Gohin *et al.*, 2005), suggère cependant que les autorités communautaires parviennent à maintenir, suite aux négociations engagées dans le cadre de la négociation multilatérale du cycle de Doha et aux accords UE-Mercosur, un niveau élevé de protection aux frontières (Guyomard, 2005). Elle suppose aussi que la demande domestique de viande bovine se maintienne à un niveau satisfaisant. ■

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- APCA. *La PAC : une réforme en profondeur*. Chambres d'Agriculture, 2004, n°930, p 9-64.
- Barkaoui A., Butault J.-P. *Impacts sur l'offre des régions françaises des différentes options de la réforme de la PAC de 2003*. INRA Sciences Sociales, 2004, n°4-5, 6 p.
- Borzeix V. *La réforme de la PAC de 1992 : bilan d'une décennie d'adaptation des élevages « bovins-viande »*. Notes et Études Économiques, 2002, n°16, p. 81-116.
- Butault J.-P. *Les soutiens publics à l'agriculture : théorie, histoire, mesure*. Editions INRA, Paris, 2004, 303 p.
- Chantry E. *Le Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) : un outil unique de connaissance des agricultures européennes*. Notes et Études Économiques, 2003, n°18, p. 11-17.
- Chatellier V. *La réforme de la PAC (juin 2003) et les exploitations productrices de lait et de viande bovine en France : entre risques et opportunités*. Journées Nationales des Groupements Techniques Vétérinaires (GTV), Tours, 28 mai 2004, p 181-203.
- Chatellier V., Colson F., Fuentes M., Vard T. *Les exploitations d'élevage herbivore dans l'Union européenne*. INRA Productions Animales, 2000, vol. 13 (3), p. 201-213.
- Chatellier V., Guyomard H., Le Bris K. *Production bovine : entre économie de marché et politique de territoire*. Demeter, Editions Armand Colin, Paris, 2003, p 67-179.
- Commission européenne. *Prospects for agricultural markets 2005-2012*. Bruxelles, 2005, 120 p.
- Conseil européen. *Règlement du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la PAC*. Bruxelles, 2003, 69 p.
- Coperçi. *Quel avenir pour l'élevage allaitant*. Ministère de l'agriculture et de la pêche, Paris, Rapport final, 2001, 46 p.
- Gohin A. *La réforme de la PAC de 2003 et le régime du paiement unique : impacts de différentes options de mise en œuvre au niveau français*. INRA Sciences sociales, 2004, n° 4-5, 6 p.
- Gohin A., Butault J.-P., Guyomard H., Barkaoui A. *La réforme de la PAC de juin 2003 : que peut-on attendre du découplage de la politique de soutien des revenus ?* Séminaire Fourgeaud, Paris, 9 mars 2005, 44 p.
- Guesdon J.-C., Bontron J.-C., Bourgeois L., Chatellier V., Perrot C., You G. *Elevage*

- bovin : prospective 2020. Chambres d'agriculture, 2001, n° 897, p. 11-38.
- Guesdon J.-C., Chotteau P., Kempf M. *Vaches d'Europe : lait et viande, aspects économiques*. Éditions Économica, collection Économie Agricole et Agroalimentaire, Paris, 1995, 245 p.
- Guyomard H. *La PAC issue de la réforme de juin 2003 a-t-elle un avenir ?* Communication au colloque de la Société Française d'Économie Rurale (SFER) du 23 juin 2005, Paris, 10 p.
- Institut de l'Élevage. *2003 : l'année économique lait et viande bovine, perspectives 2004*. Le Dossier économie de l'élevage, 2004, n° 332, 91 p.
- Institut de l'Élevage. *Viande bovine en Italie et positionnement de la filière française*. Le Dossier économie de l'élevage, 2000, 26 p.
- Institut de l'Élevage. *L'élevage bovin, ovin et caprin (lait et viande) au recensement agricole de 2000 : cheptels, exploitations, productions*. Le Dossier économie de l'élevage, 2002, n°318, 68 p.
- Institut de l'Élevage. *Réforme de la PAC, le compromis de Luxembourg du 26 juin 2003 : enjeux et premières analyses*. Le Dossier économie de l'élevage, 2003, n° 329, 65 p.
- Institut de l'Élevage. *La filière viande bovine en Espagne : la fin de l'essor*. Le Dossier économie de l'élevage, 2005, n° 348, 52 p.
- Ofival. *Le marché des produits carnés et avicoles*. Rapport de synthèse, Paris, 2005.
- Ridier A. *Les effets du découplage des aides directes sur des exploitations de viande bovine en présence de risque*. Économie rurale, 2004, n° 279, p 7-19.
- Vidal C. *Trente ans d'agriculture européenne : les exploitations ayant des herbivores ont suivi des trajectoires variées*. Eurostat-Statistiques en bref, 2002, thème 5, 8 p.
- Vessey P., Lherm M., Bébin D. *Performances technico-économiques pour les grands troupeaux bovins allaitants : le cas du Charolais*. 11^{es} Rencontres Recherches et Ruminants, 8 décembre 2004, p 141-144.